

PREFET DE VAUCLUSE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avignon, le 24 mars 2011

Adresse postale

Services de l'Etat en Vaucluse
DREAL PACA
Unité Territoriale de Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Adresse physique

DREAL PACA
Unité Territoriale de Vaucluse
Cité Administrative - Bâtiment 1 - Porte B
84000 AVIGNON

Affaire suivie par Subdivision 1

Tél. : 04.88.17.89.33. – **Fax :** 04.88.17.89.48.

P2 – N° Gidic 064.0389

D/GS84/201100627

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Proposition d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Pétitionnaire : Société EGIDE - Site industriel de Sactar - 84500 BOLLENE.

Référence : Transmission de la Préfecture de Vaucluse en date du 4 février 2011.

P.J. : Projet d'arrêté
Plan de situation.

Résumé :

La Société EGIDE est autorisée, par arrêté préfectoral n° SI 2005-05-17-0020-PREF du 17 mai 2007, à exploiter une usine de fabrication de boîtiers hermétiques pour composants électroniques sensibles sur le territoire de la commune de BOLLENE (84500).

En application des dispositions de l'article R. 512-33 § II du code de l'environnement, l'exploitant a porté à la connaissance de M. le préfet de Vaucluse les modifications survenues et envisagées sur le site de son usine par courrier en date du 4 janvier 2011.

Le présent rapport propose, comme suite à la demande de la Société EGIDE, d'actualiser certaines prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mai 2005. Le projet d'arrêté complémentaire joint au présent rapport doit être soumis à l'avis du Coderst.

1 - Objet de la demande

Lors de la visite d'inspection effectuée le 25 mai 2009, il a été relevé que la quantité annuelle de déchets dangereux produits sur le site excède la valeur limite de 220 t/an fixée par l'arrêté d'autorisation. La production annuelle de déchets dangereux déclarée était de 575 t/an.

Cette non conformité a été notifiée à l'exploitant à l'issue de l'inspection.

En réponse, l'industriel s'est engagé à réaliser une étude technico-économique pour définir les actions à mener en vue de réduire le volume de déchets produits et notamment la mise en œuvre d'un évapo-concentrateur.

Le dossier transmis au préfet par l'exploitant présente les différentes modifications apportées et envisagées qui conduisent à une augmentation importante de la production de déchets de l'établissement. Dans son dossier, l'exploitant présente ses capacités techniques et financières.

Malgré les perspectives de croissance et de consolidation, la société EGIDE n'a pu obtenir aucune garantie financière dans le contexte actuel de crise économique internationale.

Dans ces conditions, l'industriel ne peut envisager pour au moins les trois années à venir la mise en œuvre de nouvelles installations de traitement (et notamment l'évapo-concentrateur initialement prévu qui nécessite un investissement de 400 k€) pour réduire le volume de déchets produits.

En conséquence, il demande la modification des dispositions de l'article 5.1.6 de son arrêté d'autorisation qui en fixe la valeur limite annuelle.

2 - Activités

La société EGIDE exploite une usine de fabrication de boîtiers hermétiques pour composants électroniques utilisés essentiellement dans l'aéronautique, la défense, le spatial, l'automobile et les télécommunications située sur le territoire de la commune de Bollène au bénéfice de l'arrêté préfectoral n° SI 2005-05-17-0020-PREF du 17 mai 2007.

Depuis cette date, notamment pour faire face aux récentes interdictions d'utilisation des HCFC, l'industriel a été amené à apporter des modifications de ses procédés de traitement des métaux.

Parallèlement, l'exploitant a augmenté le rythme d'activité. Et de ce fait, le volume de production a subi une augmentation de 85 %. L'exploitant prévoit d'accroître à nouveau de 110 % le volume de production actuel.

Les horaires de travail sont pour le moment inchangées depuis 2005, de 6 h 00 à 22 h 00 du lundi au jeudi et jusqu'à 18 h10 le vendredi. A l'avenir, la société EGIDE pourra travailler de nuit et les week-ends.

Cette nette évolution n'a pour autant aucun effet sur la nature et le volume des activités visées par la nomenclature des installations classées puisque les modifications ne font évoluer ni le volume total des cuves de traitement (seule activité soumise à autorisation), ni les quantités stockées de substances ou préparations toxiques ou très toxiques.

En outre, l'exploitant projette la mise en production de la salle de coulage n° 2 (identique à la salle de coulage n° 1) déjà équipée mais, mise en stand by depuis 2002.

L'activité qui consiste dans la préparation, le coulage et le séchage de la « barbotine » utilisée pour la fabrication des inserts en céramique n'est pas classable au titre des installations classées. Les gaz extraits de cet équipement seront rejetés par un conduit de cheminée existant identifié avec le repère n°11.

Les installations autorisées peuvent être classées selon les rubriques la nomenclature des installations classées suivantes :

Rubrique	Activité	Quantité	Régime
2565-2a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium), le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1500 litres.	18 280 litres	A
2920-2a	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa, comprimant ou utilisant des fluides non inflammables et non toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 500 kW.	553 kW	A
1111-1c	Très toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et de ses composés. Substances et préparations solides : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1 t.	284 kg	D
1111-2c	Très toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et de ses composés. Substances et préparations liquides : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 50 kg, mais inférieure à 250 kg	140 kg	D
1131-2c	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol. Substances et préparations liquides : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t.	2 855 kg	D
1180-1	Polychlorobiphényles, polychloroterphényles. (PCB, PCT). Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés ou stockage de produits neufs contenant plus de 30 l de produits.	1600 litres	D
2561	Métaux et alliages (trempe, recuit ou revenu).	/	D
2921	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) 2. Lorsque l'installation est du type " circuit primaire fermé "		D

En outre, il convient de noter que :

1. les deux transformateurs contenant du PCB ont été éliminés. Leur destruction a fait l'objet d'une déclaration au préfet en date du 6 juin 2007.
2. la rubrique 2920.2a a été supprimée (Décret n° 2010-1700 du 30 décembre 2010 modifiant la colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement relative à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement).

Pour les autres rubriques visées, **le classement reste inchangé.**

3 - Impact des installations modifiées

3.1 Déchets :

Les modifications apportées et envisagées pour les installations de traitement de surface ont et auront une incidence notable sur la production totale de déchets dangereux.

A ce jour, le volume de déchets produits par ces installations de traitement de surface est de l'ordre de 300 t/an. L'exploitant estime que la future augmentation du volume de production va porter à 680 tonnes/an le volume de déchets produits par ces installations.

Compte tenu des autres sources identifiées de production de déchets, soit 65 tonnes de déchets imputables à l'activité céramiques (encres, déchets de céramiques crus, huiles) et 45 tonnes (équivalent à 2 enlèvements d'effluents acides) de marge de sécurité en cas d'incidents sur le traitement de surface, l'exploitant prévoit qu'à terme, le site va générer au total une quantité de 800 t /an de déchets dangereux.

3.2 Bruit

Les installations ne fonctionnent pour l'instant qu'en période de jour. Cependant, les principales sources d'émissions sonores fonctionnent en continu 7 jours sur 7, 24 heures sur 24. Les mesures effectuées en limite de propriété, les installations étant en fonctionnement, présentent des niveaux sonores acceptables pour les périodes de jour et de nuit.

La société EGIDE envisage à l'avenir de travailler de nuit et les week-ends. L'exploitant indique que cette évolution aura une très faible incidence sur la situation acoustique de l'établissement en période de nuit qui devrait rester conforme à l'article 6.2 de l'arrêté d'autorisation.

3.3 Air - COV

Les modifications apportées et celles projetées ne modifient pas les conditions de rejet des effluents atmosphériques de l'établissement de façon significative. La mise en production de la deuxième salle de coulage n° 2, identique à la salle n° 1, induit une augmentation des rejets en COV vers l'atmosphère. Cette augmentation reste modérée compte tenu des faibles quantités de solvants mises en œuvre dans les procédés.

Sur la base des dernières analyses réalisées pour la salle de coulage n°1, le flux journalier est de 312 mg/j de trichloréthylène et le flux annuel est de 81,1 g/an. La consommation de solvants au titre de l'année 2010 est de 11,1 tonnes. L'exploitant a mandaté un organisme externe pour réaliser un plan de gestion des solvants détaillé.

L'industriel réserve les installations de la salle n°2 à l'utilisation et l'industrialisation d'une nouvelle formulation sans trichloréthylène. En conséquence, la modification n'entraînera aucune augmentation du flux de trichloréthylène émis dans l'atmosphère.

3.4 Eau - Prélèvements et consommations

Actuellement, grâce notamment aux mesures de limitation mises en œuvre pour le traitement de surface, la consommation d'eau prélevée dans le réseau public est de 12 000 m³/an. Malgré l'évolution des rythmes d'activité, elle devrait rester inférieure à la valeur limite de 18 000 m³/an fixée dans l'arrêté d'autorisation. Aussi, l'exploitant déclare être en mesure de respecter les valeurs limites telles qu'elles sont actuellement définies.

Eaux résiduaires

L'exploitant informe que les évolutions ne modifient pas le mode de gestion des eaux résiduaires tel qu'il était défini initialement dans le dossier de demande d'exploiter déposé le 8 juillet 2004 et soumis à enquête publique. Le rejet d'eau industrielle reste interdit.

4 - Conclusion – Proposition

Au vu de l'examen du dossier déposé par l'exploitant, il est nécessaire pour prendre en compte les modifications intervenues sur le site, d'actualiser certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mai 2005.

Ces modifications portent sur les points 1.1 (tableau des activités), 3.2.1 et 3.2.2 (tableaux relatifs à la pollution atmosphérique), 5.1.6 (volume annuel des déchets dangereux) et 10.5 (relatif aux transformateurs imprégnés de PCB).

Par ailleurs, il convient de prendre en compte la parution ou la modification de textes réglementaires depuis la date de signature de l'arrêté d'autorisation qui sont applicables aux installations. Il s'agit notamment :

- le décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets (aujourd'hui codifié aux articles R 541-42 et suivants du code de l'environnement) ;
- l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux ;
- l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- l'arrêté du 30 juin 2006 (JO n° 205 du 5 septembre 2006) relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;
- le décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement (abrogeant notamment le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977) ;
- l'arrêté du 17 octobre 2007 modifiant l'arrêté du 13 juillet 1998 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1111 ;
- l'arrêté du 152 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées.

Il en résulte la nécessité de modifier également les points 2.2 et 2.4 relatifs aux données générales, l'article 5 relatif aux déchets, le point 7.4.3 relatif à la foudre et le point 10.1 relatif aux installations de traitement de surface.

Les aménagements décrits dans le dossier technique déposé et le respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral ci-joint, sont de nature à limiter à un niveau acceptable l'impact d'une telle installation.

Aucune activité visée par une rubrique de la nomenclature n'est modifiée. Les incidences liées à l'évolution des rythmes de production ne sont pas significatives. La modification n'est donc pas substantielle. Un projet d'arrêté complémentaire est joint dans ce sens qui, conformément aux dispositions de l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, doit être soumis à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

En conclusion, nous proposons aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable sur le projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

L'inspecteur des installations classées,